

BE-A0524_721480_802086_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Brye, 1826-1980



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	12
Contenu et structure.....	13
Contenu.....	13
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	13
Finances et fiscalité.....	13
Patrimoine.....	14
Etat civil.....	14
Population.....	15
Elections.....	15
Affaires militaires.....	16
Travaux publics.....	16
Enseignement.....	16
Bienfaisance ou assistance publique.....	16
Culte.....	17
Langues et écriture des documents.....	17
Sélections et éliminations.....	17
Accroissements/compléments.....	18
Mode de classement.....	18
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Conseil communal.....	21
1 - 5 Registres aux délibérations. 1836-1976.....	21
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	21
7 - 12 Registres aux délibérations. 1837-1887, 1894-1910, 1919-1941, 1944-1976.....	21
C. Correspondance générale.....	22
D. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	22
II. Organisation et personnel.....	23
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	23
1. Fusion.....	23
2. Territoire.....	23
B. Le bourgmestre.....	23
C. Archives communales.....	23
D. Personnel des services.....	23
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	23
2. Dossiers du personnel administratif et technique.....	24

22 - 24	Dossiers des secrétaires communaux. 1857-1953.....	24
3.	Autres dispositions et services sociaux pour le personnel communal.....	24
27 - 28	Dossiers relatifs aux décorations civiques octroyées à des conseillers communaux. 1966-1973.....	24
III.	Patrimoine.....	25
31 - 34	Dossiers relatifs aux aliénations. 1874-1888, 1970-1971.....	25
35 - 37	Dossiers relatifs aux aliénations d'excédents de voirie. 1879-1901, 1945-1949.....	25
35 - 36	Vente d'excédents. 1879-1890, 1945-1949.....	25
IV.	Finances et fiscalité.....	26
A.	Généralités.....	26
B.	Comptabilité du secrétariat.....	26
1.	Budgets et annexes.....	26
41 - 46	Budgets annuels. 1931, 1947-1974.....	26
2.	Registres de comptabilité.....	26
47 - 53	Grands-livres des recettes et des dépenses. 1953-1957, 1964-1965.....	26
3.	Emprunts.....	27
4.	Subventions des autorités supérieures.....	27
C.	Comptabilité du receveur.....	27
1.	Comptes et pièces justificatives.....	27
56 - 61	Comptes annuels. 1947-1976.....	27
62 - 95	Pièces justificatives aux comptes. 1949-1976.....	28
81 - 82	1967.....	29
83 - 85	1968.....	29
86 - 87	1969.....	29
92 - 93	1974.....	30
2.	Registres de comptabilité, comptes et pièces justificatives des agents spéciaux de recettes.....	30
96 - 105	Grands-livres des recettes et des dépenses. 1966-1975.....	30
3.	Entrée en fonction du receveur.....	31
D.	Impositions et taxes.....	31
1.	Impôts communaux.....	31
109 - 118	Dossiers relatifs aux taxes communales. 1854-1855, 1879, 1896-1976.....	31
2.	Impôts provinciaux.....	32
119 - 121	Relevés des déclarations de taxes provinciales. 1966-1973.....	32
E.	Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	32
V.	Population.....	33
A.	Registres et mouvements de la population.....	33
126 - 130	Index des registres de population. 1846-1980.....	33
131 - 141	Registres de population. 1846-1980.....	33
136 - 137	1931-1947.....	33
138 - 139	1947-1961.....	34
142 - 145	Fichiers de population. [1960-2000].....	34
143 - 144	Fiches des entrées. [1970-2000].....	34
146 - 147	Registres des entrées. 1913-1919, 1947-1961.....	34
148 - 149	Registres des sorties. 1949-1976.....	34
B.	Recensements et autres états de la population.....	35
152 - 153	Dossiers relatifs aux recensements généraux de la population. 1960-1963, 1970-1974.....	35
C.	Étrangers.....	35
VI.	Élections.....	36

A. Listes électorales et listes dérivées.....	36
157 - 162 Listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux. 1952-1958, 1970-1978.....	36
B. Révision des listes électorales.....	36
165 - 166 Dossiers relatifs aux révisions des listes électorales. 1965, 1968....	36
C. Dossiers des élections.....	37
167 - 170 Dossiers des élections communales. 1952, 1958, 1964, 1970.....	37
VII. Affaires militaires et guerres.....	38
A. Milice et volontaires (1817-1976).....	38
1. 1817-1923.....	38
171 - 176 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1823, 1858, 1868, 1902, 1907, 1910.....	38
177 - 178 Registres des militaires en congé illimité. 1880-1882, 1887-1904.....	38
2. 1924-1976.....	38
179 - 229 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1924-1934, 1936-1975....	38
B. Guerres et conséquences.....	42
VIII. Ordre et sécurité publics.....	43
A. Police.....	43
1. Généralités.....	43
235 - 239 Règlements de police. 1913, 1965-1971, 1974-1975.....	43
2. Personnel.....	43
241 - 247 Dossiers individuels des gardes champêtres. 1917-1972.....	43
248 - 251 Dossiers individuels des agents de police temporaires. 1941-1947, 1972, 1974-1975.....	44
3. Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics.....	44
B. Service d'incendie.....	44
IX. Santé publique.....	45
A. Service communal de vidange et de nettoyage / immondices.....	45
B. Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce.....	45
C. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	45
260 - 267 Dossiers relatifs aux établissements dangereux, insalubres et incommodes. 1894, 1961-1970.....	45
X. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	47
A. Généralités.....	47
B. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses....	47
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	47
2. Bâtiments scolaires.....	47
3. Bâtiments du culte.....	47
271 - 275 Dossiers relatifs aux travaux de restauration de l'église paroissiale. 1885-1887, 1904-1916, 1948-1954, 1959-1970.....	47
4. Cimetières.....	48
C. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	48
1. Généralités.....	48
278 - 279 Dossiers relatifs au remembrement de Sombreffe. 1938-1975....	48
2. Voirie communale (y compris les ponts, les égouts, etc.).....	48
280 - 288 Dossiers relatifs aux travaux de voirie. 1902, 1916, 1938-1968, 1975.....	48
283 - 285 Amélioration des chemins n° 4, 5 et 8. 1938-1952.....	48
3. Voirie provinciale.....	49

290 - 293 Dossiers relatifs aux travaux d'entretien du chemin de grande communication. 1893, 1913-1919, 1925, 1929.....	49
4. Voirie nationale.....	49
D. Travaux et inspection des cours d'eau non navigables.....	49
E. Services d'utilité publique.....	50
1. Distribution d'eau.....	50
298 - 301 Dossiers relatifs à la Société nationale des distributions d'eau (SNDE). 1948-1955, 1963-1972.....	50
2. Distribution d'électricité.....	50
302 - 304 Dossiers relatifs à la SA Centrale électrique de l'Entre-Sambre-et-Meuse à Auvélais. 1925-1932, 1970.....	50
306 - 308 Dossiers relatifs à la Société d'électricité de Sambre-et-Meuse, des Ardennes et du Luxembourg (ESMALUX). 1965-1973.....	51
309 - 310 Plans du réseau basse tension de la commune. 1931, 1946.....	51
3. Éclairage public.....	51
4. Téléphone.....	51
5. Transports en commun.....	51
313 - 315 Dossiers relatifs aux chemins de fer. 1912, 1963-1975.....	51
F. Aménagement du territoire.....	52
1. Plans de secteur.....	52
2. Permis de bâtir.....	52
317 - 324 Dossiers de permis de bâtir. 1963-1972.....	52
325 - 327 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation de bâtir et de transformer. 1967-1968, 1971.....	53
3. Permis de lotir.....	53
XI. Enseignement.....	54
A. Généralités.....	54
B. Organisation.....	54
C. Bâtiments.....	54
D. Équipement.....	54
E. Personnel.....	54
F. Obligation scolaire.....	54
G. Avantages sociaux.....	54
XII. Culture et divertissements.....	55
335 - 336 Dossiers relatifs aux octrois de subsides communaux. 1968-1973.....	55
XIII. Économie.....	56
339 - 340 Recensements agricole et horticole. 1966-1973.....	56
XIV. Affaires sociales.....	57
A. Aide sociale à l'enfance et à la jeunesse.....	57
B. Aide aux personnes âgées.....	57
C. Secours distribués à l'occasion de calamités extraordinaires survenues dans la commune.....	57
343 - 344 Tableaux des pertes éprouvées par des habitants de la commune lors de calamités. 1826-1827, 1841.....	57
XV. Tutelle sur la Commission d'assistance publique.....	58
A. Personnel.....	58
B. Patrimoine.....	58
C. Finances.....	58
XVI. Tutelle communale sur la fabrique d'église de la paroisse Saint-Pierre. .	59
A. Patrimoine.....	59
B. Finances.....	59
353 - 356 Budgets annuels. 1922-1977.....	59
357 - 361 Comptes annuels. 1917-1976.....	59

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:
Commune Brye. Dépôt 2018

Période:
1826-1980

Numéro du bloc d'archives:
BE-A0524.1045

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 361.00
- Etendue inventoriée: 7.50 m

Dépôt d'archives:
Archives de l'Etat à Mons

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Brye

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Brye dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Gosselies, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Brye devient une commune à part entière. En 1801, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Gosselies ¹.

La commune fait partie du département de Jemappes (1795-1814) puis de la province de Hainaut ; de l'arrondissement administratif de Charleroi, et de l'arrondissement judiciaire de Thuin, puis de Charleroi à partir de 1800. Brye relève par ailleurs du canton de milice de Fleurus entre 1817 et 1826, ainsi qu'entre 1881 et 1913, et de celui de Gosselies entre 1826 et 1881, ainsi qu'à partir de 1913 ².

Le village de Brye se situe aux confins de trois provinces puisque deux communes l'entourant sont Marbais, en Brabant, et Sombreffe, en province de Namur. Brye a été le théâtre d'événements importants en 1815 : le 16 juin, après la défaite de Ligny, le Prussien Blücher et l'Anglais Wellington s'y rencontrent. C'est d'ailleurs de Brye, où elles avaient bivouaqué, que sont parties les troupes prussiennes ayant participé à la bataille de Waterloo. Les habitants de la commune de Brye ont vécu de l'agriculture pendant des siècles. En effet, le village n'abrite pas d'entreprises industrielles. Toutefois, à partir du milieu du XIXe siècle, les Usines Chassart de Wagnelée ont été d'importantes dispensatrices d'emplois pour les communes environnantes, dont Brye.

La population de Brye évolue comme suit : 204 habitants en 1816, 258 en 1830, 331 en 1846, 350 en 1856, 369 en 1866, 424 en 1880, 422 en 1900, 389 en 1910, 325 en 1920, 344 en 1930, 331 en 1947, 313 en 1961 et 296 en 1976 pour une superficie de 454 hectares. Le 1er janvier 1977, la commune de Brye est fusionnée avec les communes de Fleurus, d'Heppignies, de Lambusart, de Saint-Amand, de Wagnelée, de Wanfercée-Baulet et de Wangenies pour former l'actuelle commune de Fleurus.

La fusion forme une entité de 23.002 habitants pour 7.638 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

2 Idem.

septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites :
" Constitution d'une entité périphérique valable, au nord-est de l'agglomération de Charleroi, axée sur Fleurus, qui est déjà le centre de services des villages voisins. La viabilité de ces communes est assurée par le parc industriel Fleurus-Lambusart " ³.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ⁴.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles

3 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

4 Pasiomie, 1^{re} série, t. 1^{er}, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police. Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc exclusivement sur le dossier central de la commune de Fleurus constitué par les Archives de l'État à Mons ⁵. La première situation connue est celle brossée par le rapport d'inspection et de mesurage des archives de la ville de Fleurus dressé par les Archives de l'État ; l'inspection a été menée par Laurent Honoré le 12 novembre 2002. L'état des archives est alors jugé totalement insatisfaisant, notamment en raison du désordre et de la désorganisation

5 ARCHIVES DE L'ÉTAT À MONS, Dossiers centraux, dossier " Commune de Fleurus ".

générés par la dispersion des archives entre cinq dépôts. Quant aux archives antérieures à la fusion, l'Union des Villes et Communes a procédé à leur classement en 1980, selon le classement décimal national (CDN), sans produire d'inventaire.

En vue de remédier à ces inconvénients, la commune a signé, en date du 28 mai 2019, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration que des archives postérieures à 1976 sans plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique ont été détruites en parfaite concertation avec les différents services communaux et avec l'autorisation de l'archiviste général du Royaume.

ACQUISITION

Trois dépôts ont successivement été inscrits au registre des acquisitions des Archives de l'État à Mons sous les numéros d'entrée 1796 (7 décembre 2004), 1836 (23 et 24 janvier 2006) et 2522 (7 novembre 2018). Les deux premiers dépôts concernent les archives des anciennes communes formant l'actuelle entité de Fleurus. Le dernier dépôt concerne les registres aux délibérations du Conseil communal et ceux du Collège échevinal ainsi que les registres de population et leurs index des communes fusionnées. Ces séries de registres ont été déposées par la commune de Fleurus suivant contrat de dépôt du 11 septembre 2018.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Brye entre 1826 et 1976. Se retrouvent parmi les documents les plus anciens des registres aux délibérations du Conseil communal ⁶et du Collège communal ⁷, un registre du cadastre ⁸, ainsi que le dossier individuel d'Auguste Gailly, secrétaire et receveur communal ⁹. Nous retrouvons également des dossiers de milice ¹⁰et de travaux publics ¹¹, de même que des pièces relatives aux biens communaux ¹², aux taxes ¹³, à l'enseignement ¹⁴, ainsi que des pièces relatives aux secours distribués à l'occasion de calamités ¹⁵. Le fonds contient également les registres de population ouverts en 1846 et continués jusqu'en 1980 ¹⁶.
Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des

6 Voir notamment les n° 1 et 2 de cet inventaire.

7 Voir notamment les n° 7 et 8 de cet inventaire.

8 Voir le n° 122 de cet inventaire.

9 Voir le n° 22 de cet inventaire.

10 Voir les n° 171 à 173 de cet inventaire.

11 Voir les n° 13, 35, 38, 269, 270, 271 et 290 de cet inventaire.

12 Voir les n° 31 à 34 de cet inventaire.

13 Voir les n° 109 et 110 de cet inventaire.

14 Voir les n° 330 à 334 de cet inventaire.

15 Voir les n° 343 et 344 de cet inventaire.

16 Voir les n° 126 à 145 de cet inventaire.

archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ETAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc. Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire). La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ELECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité

mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance

spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*.

Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.

MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

PLISNIER Flore. *Archives produites par les communes wallonnes (excepté les communes de la Communauté germanophone)*, Bruxelles, Archives générales

du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2019. Tableaux de gestion et tableaux de tri, 252.

ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ¹⁷. L'absence de dépôt s'explique par l'utilité administrative et par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du Tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État. Notons toutefois que les séries relatives aux permis de bâtir se révèlent très lacunaires aux Archives de l'État à Mons.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national [CDN]. Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes : Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ¹⁸. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en

¹⁷ <http://geoportail.wallonie.be>.

¹⁸ En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ¹⁹.
Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique
- XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
- XII. Enseignement
- XIII. Culture, sports et divertissements
- XIV. Vie économique
- XV. Affaires sociales et règlementation du travail
- XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique
- XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

19 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

1	1 - 5 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1836-1976. 3 novembre 1836 - 6 mars 1873.	1 volume
2	21 avril 1873 - 22 mars 1908.	1 volume
3	3 mai 1908 - 12 décembre 1939.	1 volume
4	7 juin 1940 - 18 mai 1968.	1 volume
5	18 septembre 1968 - 16 décembre 1976.	1 volume
6	Rapport sur l'administration et la situation des affaires de la commune. 1975.	1 cahier

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

7	7 - 12 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1837-1887, 1894-1910, 1919-1941, 1944-1976. 4 août 1837 - 3 février 1887.	1 volume
8	20 mars 1894 - 25 juillet 1910.	1 volume
9	28 octobre 1919 - 1er octobre 1941.	1 volume
10	3 octobre 1944 - 29 novembre 1952.	1 volume
11	26 décembre 1952 - 6 septembre 1968.	1 volume

- 12 18 septembre 1968 - 16 décembre 1976. 1 volume
- 13 *C. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE*
Correspondance entrante. 1842-1915. 1 chemise
- 14 *D. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE*
Reconnaisances de fonds. 1902-1908. 1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. FUSION

15 Dossier relatif à la fusion des communes. 1975. 1 chemise

2. TERRITOIRE

16 Dossier de l'Institut géographique militaire relatif à la surveillance des signaux et repères géodésiques. 1953-1955. 1 chemise

17 Dossier relatif au changement de la dénomination de la " rue de l'Espinée " en " rue Édouard Fiévet ". 1966-1967. 1 chemise

B. LE BOURGMESTRE

18 Dossier personnel d'Édouard Joseph Fiévet. 1944-1966. 1 chemise

C. ARCHIVES COMMUNALES

19 Correspondance entre le bourgmestre et l'archiviste général du Royaume relative au dépôt aux Archives de l'État des registres de la population et du cadastre d'avant 1866, ainsi que des documents d'Ancien Régime. 1963. 2 pièces

D. PERSONNEL DES SERVICES

20 1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS
Lettres relatives aux congés pour l'exercice d'un mandat politique. 1975. 1 chemise

21 Règlement du Conseil communal relatif aux congés et à la position de disponibilité du personnel communal. 1975. 1 chemise

2. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

22 - 24 DOSSIERS DES SECRÉTAIRES COMMUNAUX. 1857-1953.

- 22** Auguste Gailly. 1857-1858. 1 pièce
- 23** Jules Valéry. 1912. 1 pièce
- 24** Oscar Coulon. 1923-1930, 1941-1942, 1950-1953. 1 chemise
- 25** Dossier de Pierre Sauvage, receveur communal. 1913-1929. 1 chemise
- 26** Dossier de Claire Gilbert, employée temporaire au ravitaillement. 1944-1946. 2 pièces

3. AUTRES DISPOSITIONS ET SERVICES SOCIAUX POUR LE PERSONNEL COMMUNAL

27 - 28 DOSSIERS RELATIFS AUX DÉCORATIONS CIVIQUES OCTROYÉES À DES CONSEILLERS COMMUNAUX. 1966-1973.

- 27** Joseph Moreau. 1966-1972. 1 chemise
- 28** Léon Buxin. 1973. 1 chemise
- 29** Dossier relatif à l'affiliation de la commune au service social collectif de la Caisse spéciale pour allocations familiales des communes. 1973. 1 chemise

III. PATRIMOINE

- 30 Actes notariaux relatifs à des acquisitions de terrains. 1860-1880.
1 chemise
- 31 - 34 DOSSIERS RELATIFS AUX ALIÉNATIONS. 1874-1888, 1970-1971.
- 31 Parcelle cadastrée section B, n° 351, sise au lieu-dit " Warchais ".
1874, 1879.
2 pièces
- 32 Bâtiment ayant servi d'école et une partie du jardin y attenant,
vendus à Jean-Baptiste Catinus. 1887-1888.
1 chemise
- 33 État des biens à aliéner en vue de supprimer une servitude. 1888.
1 pièce
- 34 Parcelle du jardin du presbytère, cadastrée section A, n° 167e,
vendue à Liévain Roucourt. 1970-1971.
1 chemise
- 35 - 37 DOSSIERS RELATIFS AUX ALIÉNATIONS D'EXCÉDENTS DE
VOIRIE. 1879-1901, 1945-1949.
- 35 35 - 36 VENTE D'EXCÉDENTS. 1879-1890, 1945-1949.
1879-1890.
1 chemise
- 36 1945-1949.
3 pièces
- 37 Échange d'un excédent appartenant à la commune avec une
parcelle cadastrée section A, n° 176. 1898-1901.
1 chemise
- 38 Dossier relatif à l'acquisition d'un terrain cadastré section A, n° 66i,
pour la construction d'un nouveau cimetière. 1888-1908.
1 chemise
- 39 Bail entre la commune de Brye et Louisa Hubert, directrice de
l'école gardienne mixte, concernant la location à cette dernière
d'un local scolaire, contigu à celui pour filles, situé place de la
Chapelle, n° 82. 1923.
1 pièce

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. GÉNÉRALITÉS

- 40 Lettres au Collège communal relatives à la créance de M. Van Havermaet à charge de la commune. 1885. 1 chemise

B. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

- 41 41 - 46 BUDGETS ANNUELS. 1931, 1947-1974.
1931, 1947-1949. 1 liasse
- 42 1950-1954. 1 liasse
- 43 1955-1959. 1 liasse
- 44 1960-1964. 1 liasse
- 45 1965-1969. 1 liasse
- 46 1970-1974. 1 liasse

2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

- 47 47 - 53 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1953-
1957, 1964-1965.
1953. 1 chemise
- 48 1954. 1 liasse
- 49 1955. 1 chemise
- 50 1956. 1 chemise

51	1957.	1 chemise
52	1964.	1 chemise
53	1965.	1 chemise
54	3. EMPRUNTS Livre des emprunts. 1966-1968.	1 volume
55	4. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES Dossier relatif à la répartition du Fonds des communes en fonction de la superficie de la voirie pour les communes de moins de 5.000 habitants. 1965-1974.	1 chemise
<i>C. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR</i>		
1. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES		
56	56 - 61 COMPTES ANNUELS. 1947-1976. 1947-1949.	1 liasse
57	1950-1954.	1 liasse
58	1955-1959.	1 liasse
59	1960-1964.	1 liasse
60	1965-1969.	1 liasse
61	1970-1976.	1 liasse

62	62 - 95 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1949-1976. 1949.	1 liasse
63	1950.	1 liasse
64	1951.	1 chemise
65	1952.	1 volume
66	1953-1954 (recettes).	1 volume
67	1953 (dépenses).	1 volume
68	1954 (dépenses).	1 volume
69	1955.	1 volume
70	1956.	1 volume
71	1957.	1 volume
72	1958.	1 volume
73	1959.	1 volume
74	1960.	1 volume
75	1961.	1 volume
76	1962.	1 volume
77	1963.	1 volume

		1 volume
78	1964.	1 volume
79	1965.	1 volume
80	1966.	1 volume
81	81 - 82 1967 Recettes et dépenses.	1 volume
82	Dépenses.	1 volume
83	83 - 85 1968 Recettes.	1 volume
84	Dépenses (1re partie).	1 volume
85	Dépenses (2de partie).	1 volume
86	86 - 87 1969 Recettes et dépenses.	1 volume
87	Dépenses.	1 volume
88	1970.	1 volume
89	1971.	1 chemise
90	1972.	1 chemise
91	1973.	

		1 liasse
92	92 - 93 1974 Recettes.	1 volume
93	Dépenses.	1 volume
94	1975.	1 liasse
95	1976.	1 liasse
 2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ, COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES DES AGENTS SPÉCIAUX DE RECETTES		
<i>96 - 105 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1966-</i>		
96	1975. 1966.	1 chemise
97	1967.	1 chemise
98	1968.	1 chemise
99	1969.	1 chemise
100	1970.	1 chemise
101	1971.	1 chemise
102	1972.	1 chemise
103	1973.	1 chemise
104	1974.	1 liasse

-
- 105 1975. 1 liasse
- 106 3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR
Dossier relatif aux nominations des receveurs régionaux. 1954-1973. 1 chemise
- 107 Comptes de cleric à maître rendu par les héritiers de Jules Fontaine à Robert Mercier. 1973. 1 cahier
- 108 Compte de fin de gestion rendu par Robert Mercier à Lucien Matelart. 1975. 2 cahiers
- D. IMPOSITIONS ET TAXES*
1. IMPÔTS COMMUNAUX
- 109 - 118 DOSSIERS RELATIFS AUX TAXES COMMUNALES. 1854-1855, 1879, 1896-1976.*
- 109 Droit de chausséage. 1854-1855, 1879. 1 chemise
- 110 Droit d'expertise sur les viandes de boucherie. 1896-1940. 1 chemise
- 111 Personnes étrangères à la commune cultivant des terrains se trouvant sur son territoire. 1922. 1 chemise
- 112 Voirie. 1924, 1939. 2 pièces
- 113 Contributions foncières. 1957-1973. 1 chemise
- 114 Taxe sur la force motrice et le personnel occupé. 1954-1975. 1 liasse
- 115 Délivrance de documents administratifs. 1967-1979. 1 chemise
- 116 Véhicules automobiles. 1970-1975.

		1 chemise
117	Précompte immobilier. 1974.	1 chemise
118	Enlèvement des immondices. 1976.	1 chemise
2. IMPÔTS PROVINCIAUX		
<i>119 - 121 RELEVÉS DES DÉCLARATIONS DE TAXES PROVINCIALES. 1966-1973.</i>		
119	Commerçants de boissons fermentées ou spiritueuses. 1966-1973.	1 chemise
120	Établissements dangereux, insalubres ou incommodes. 1966-1973.	1 chemise
121	Personnel ouvrier et employé. 1966-1973.	1 chemise
<i>E. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE</i>		
122	Registre de sous-répartition ou de division des cotes foncières. 1855.	1 cahier
123	Matrice cadastrale (212). [1927-1966].	1 volume
124	Matrice cadastrale mécanisée, situation active (212AM). [1971-1979].	1 volume
125	Matrice cadastrale mécanisée, situation passive (212PM). [1971-1979].	1 volume

V. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

126	126 - 130 INDEX DES REGISTRES DE POPULATION. 1846-1980. 1846-1867.	1 volume
127	1890.	1 volume
128	1948-1961.	1 volume
129	1961-1970.	1 volume
130	1971-1980.	1 volume
131	131 - 141 REGISTRES DE POPULATION. 1846-1980. 1846-1867.	1 volume
132	1867-1890.	1 volume
133	1901-1910.	1 volume
134	1911-1920.	1 volume
135	1921-1930.	1 volume
136	136 - 137 1931-1947. Volume 1.	1 volume
137	Volume 2.	1 volume

138	138 - 139 1947-1961. Volume 1.	1 volume
139	Volume 2.	1 volume
140	1961-1970.	1 volume
141	1971-1980.	1 volume
142	142 - 145 FICHIERS DE POPULATION. [1960-2000]. Fiches-index.	1 fichier
143	143 - 144 FICHES DES ENTRÉES. [1970-2000]. Rue de l'Ange - Rue Sart-Malet.	1 fichier
144	Rue J. Scohy - Rue Vénérable.	1 fichier
145	Fiches des sorties. [1970-2000].	1 fichier
146	146 - 147 REGISTRES DES ENTRÉES. 1913-1919, 1947-1961. 1913-1919.	1 volume
147	1947-1961.	1 volume
148	148 - 149 REGISTRES DES SORTIES. 1949-1976. 1949-1962.	1 volume
149	1962-1976.	1 volume
150	Mouvements de la population. 1952-1975.	1 liasse

-
- 151 Registre des naissances et des décès survenus dans une autre commune. 1955-1971. 1 cahier

B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

- 152 - 153 DOSSIERS RELATIFS AUX RECENSEMENTS GÉNÉRAUX DE LA POPULATION. 1960-1963, 1970-1974.
- 152 Recensement au 31 décembre 1960. 1960-1963. 1 chemise
- 153 Recensement au 31 décembre 1970. 1970-1974. 1 liasse
- 154 Relevé des mouvements de la population et des faits d'état civil. 1972. 2 pièces

C. ÉTRANGERS

- 155 Registre des étrangers. 1957-1971. 1 volume
- 156 Registre de contrôle des cartes de séjour de ressortissant d'un État-membre de la CEE. 1971-1976. 1 cahier

VI. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

157 - 162 LISTES DES ÉLECTEURS GÉNÉRAUX, PROVINCIAUX ET COMMUNAUX. 1952-1958, 1970-1978.

157	1952-1954.	1 cahier
158	1954-1956.	1 cahier
159	1956-1958.	1 cahier
160	1970-1972.	1 cahier
161	1972-1974.	1 cahier
162	1974-1976.	1 cahier
362	1976-1978.	1 cahier
163	Listes des jurés pour la Cour d'assises. 1964-1973.	1 chemise

B. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

164	Registre des incapacités électorales. [1894-1945].	1 cahier
165	165 - 166 DOSSIERS RELATIFS AUX RÉVISIONS DES LISTES ÉLECTORALES. 1965, 1968. 1965.	1 cahier
166	1968.	1 cahier

C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

	167 - 170 DOSSIERS DES ÉLECTIONS COMMUNALES. 1952, 1958, 1964, 1970.	
167	1952.	1 chemise
168	1958.	1 chemise
169	1964.	1 chemise
170	1970.	1 chemise

VII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. MILICE ET VOLONTAIRES (1817-1976)

1. 1817-1923

171 - 176 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1823, 1858, 1868, 1902, 1907, 1910.

171	1823.	1 pièce
172	1858.	1 pièce
173	1868.	1 pièce
174	1902.	1 chemise
175	1907.	1 chemise
176	1910.	1 chemise

177 - 178 REGISTRES DES MILITAIRES EN CONGÉ ILLIMITÉ. 1880-1882, 1887-1904.

177	1880-1882.	1 cahier
178	1887-1904.	1 cahier

2. 1924-1976

179 - 229 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1924-1934, 1936-1975.

179	1924.	1 chemise
180	1925.	1 chemise
181	1926.	

		1 chemise
182	1927.	1 chemise
183	1928.	1 chemise
184	1929.	1 chemise
185	1930.	1 chemise
186	1931.	1 chemise
187	1932.	1 chemise
188	1933.	1 chemise
189	1934.	1 chemise
190	1936.	1 chemise
191	1937.	1 chemise
192	1938.	1 chemise
193	1939.	1 chemise
194	1940.	1 chemise
195	1941.	1 chemise
196	1942.	1 chemise
197	1943.	1 chemise

198	1944.	1 chemise
199	1945.	1 chemise
200	1946.	1 chemise
201	1947.	1 chemise
202	1948.	1 chemise
203	1949.	1 chemise
204	1950.	1 chemise
205	1951.	1 chemise
206	1952.	1 chemise
207	1953.	1 chemise
208	1954.	1 chemise
209	1955.	1 chemise
210	1956.	1 chemise
211	1957.	1 chemise
212	1958.	1 chemise
213	1959.	1 chemise

214	1960.	1 chemise
215	1961.	1 chemise
216	1962.	1 chemise
217	1963.	1 chemise
218	1964.	1 chemise
219	1965.	1 chemise
220	1966.	1 chemise
221	1967.	1 chemise
222	1968.	1 chemise
223	1969.	1 chemise
224	1970.	1 chemise
225	1971.	1 chemise
226	1972.	1 chemise
227	1973.	1 chemise
228	1974.	1 chemise
229	1975.	1 chemise
230	Listes nominatives des militaires rappelés. 1949-1972.	

- 1 chemise
- 231** Dossier relatif aux indemnités de milice. 1951-1967.
1 chemise
- 232** *B. GUERRES ET CONSÉQUENCES*
Registre d'inscription des habitants de la commune ayant participé à la fourniture de prestations requises par l'autorité militaire. 1940.
1 cahier
- 233** Arrêtés du Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur et de la Santé publique relatifs aux manifestations charitables au profit des prisonniers. 1943-1944.
2 pièces
- 234** Dossier relatif à la Caisse nationale des pensions de la guerre. 1959-1960.
1 chemise

VIII. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

1. GÉNÉRALITÉS

- 235** 235 - 239 *RÈGLEMENTS DE POLICE*. 1913, 1965-1971, 1974-1975.
Inhumations et police du cimetière. 1913. 2 pièces
- 236** Roulage. 1965-1971. 1 chemise
- 237** Curage des rigoles et servitudes d'écoulement d'eau. 1966. 2 pièces
- 238** Lutte contre les bruits et nuisances. 1974-1975. 1 chemise
- 239** Dépôt d'immondices sur le territoire de la commune. 1975. 1 chemise
- 240** Pièces relatives à l'autorisation pour le personnel de police d'exercer ses fonctions administratives et judiciaires sur le territoire de la nouvelle entité de Fleurus. 1976. 3 pièces

2. PERSONNEL

- 241** 241 - 247 *DOSSIERS INDIVIDUELS DES GARDES CHAMPÊTRES*.
1917-1972.
Jean-Baptiste Clarembaux. 1917-1940. 1 chemise
- 242** Edmond van Caeneghem. 1942-1946. 1 chemise
- 243** Eugène Londot. 1944. 1 chemise
- 244** Lambert Peeters. 1947-1964. 1 chemise
- 245** Walther Denis. 1949-1965. 1 chemise

-
- 246 Marcel Lallemand. 1967-1968. 1 chemise
- 247 Paul Trésini. 1969-1972. 1 chemise
- 248 - 251 DOSSIERS INDIVIDUELS DES AGENTS DE POLICE
TEMPORAIRES. 1941-1947, 1972, 1974-1975.
248 Léon Buxin. 1941-1947. 1 chemise
- 249 Pierre Dossogne. 1972. 1 chemise
- 250 Christian Foncoux. 1974. 1 chemise
- 251 Alex Depasse. 1974-1975. 1 chemise
3. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA
TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLICS
252 Registre des personnes autorisées à installer et à entretenir des
colombiers de pigeons voyageurs. 1924-1966. 1 cahier
- B. SERVICE D'INCENDIE
253 Rapports d'interventions des sapeurs-pompiers de Fleurus. 1957-
1974. 1 chemise
- 254 Plans relatifs à la situation des bouches incendies. 1965. 1 chemise
- 255 Dossier relatif aux mesures de prévention dans les dancings et
autres établissements soumis à vigilance spéciale. 1971-1975. 1 chemise
- 256 Règlement d'organisation du service communal volontaire
d'incendie. 1972. 1 pièce

IX. SANTÉ PUBLIQUE

*A. SERVICE COMMUNAL DE VIDANGE ET DE NETTOYAGE /
IMMONDICES*

- 257 Dossier relatif au curage des rigoles et servitudes d'écoulement d'eau. 1947-1976. 1 chemise
- 258 Dossier relatif aux enlèvements d'immondices. 1953-1977. 1 chemise

*B. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE
L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DES
MÉTIERS ET DU COMMERCE*

- 259 Pièces relatives à l'inspection des viandes. 1896. 1 chemise

*C. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET
INCOMMODES*

- 260 - 267 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES. 1894, 1961-1970.
- 260 Excavations souterraines de la Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux. 1894, 1967-1968. 1 chemise
- 261 Atelier de déshydratation des fourrages de la Société coopérative de déshydratation du Moulin, dans un immeuble cadastré section B, n° 320f. 1961. 1 chemise
- 262 Dépôt de métaux et de mitrilles de Guy de Lassasie, dans les dépendances de l'ancienne gare de Marbais. 1968. 1 chemise
- 263 Maternité porcine de Marcel Darmont, au n° 2 de la rue Philippebourg. 1969. 1 chemise
- 264 Porcherie de Régis Lebon, sur la parcelle cadastrée section B, n° 145a2. 1970. 1 chemise
- 265 Dépôt de gaz propane et butane en récipients mobiles de Giovanni Bernardi. 1973-1974.

		1 chemise
266	Cuve aérienne à mazout de Camille Dewolf. 1974.	1 chemise
267	Cuve aérienne à mazout de Maurice Herremans. 1976.	1 chemise

X. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. GÉNÉRALITÉS

- 268 Échange entre Joseph Vallery et Pierre Hance de deux parcelles de terrains de culture cadastrées section B, n° 399f, 399o, 399n et 397c. 1976. 1 chemise

B. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET
COMMUNAUX

- 269 Dossier relatif aux travaux de restauration des bâtiments communaux. 1888-1895. 1 chemise

2. BÂTIMENTS SCOLAIRES

- 270 Dossier relatif à la création d'une école gardienne. 1878-1884. 1 chemise

3. BÂTIMENTS DU CULTE

271 - 275 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE RESTAURATION DE
L'ÉGLISE PAROISSIALE. 1885-1887, 1904-1916, 1948-1954, 1959-
1970.

- 271 1885-1887. 3 pièces
- 272 1904-1916. 1 chemise
- 273 1948-1954. 1 chemise
- 274 1959. 1 pièce
- 275 1963-1970. 1 liasse

-
- 276 4. CIMETIÈRES
Dossier relatif à la construction d'un nouveau cimetière communal.
1910-1920.
1 chemise
- 277 Dossier relatif aux travaux d'aménagement du cimetière
désaffecté. 1961-1963.
1 liasse
- C. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS,
LES QUAIS)*
1. GÉNÉRALITÉS
- 278 - 279 *DOSSIERS RELATIFS AU REMEMBREMENT DE
SOMBREFFE. 1938-1975.*
- 278 État de répartition des frais du chemin n° 6, mitoyen entre Brye et
Sombrefe, à améliorer dans le cadre du remembrement rural.
1938-1975.
1 liasse
- 279 Dossier relatif aux travaux connexes exécutés par la Société
nationale de la petite propriété terrienne. 1967-1970.
1 liasse
2. VOIRIE COMMUNALE (Y COMPRIS LES PONTS, LES ÉGOUTS, ETC.)
- 280 - 288 *DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE VOIRIE. 1902,
1916, 1938-1968, 1975.*
- 280 Amélioration du chemin agricole n° 4. 1902.
1 chemise
- 281 Modification du chemin n° 11. 1916.
3 pièces
- 282 Redressement de l'assiette du chemin n° 5. 1938, 1975.
1 chemise
- 283 - 285 Amélioration des chemins n° 4, 5 et 8. 1938-1952.
Adjudication, soumissions et désignation de l'adjudicataire. 1938-
1939.
1 chemise
- 284 Acquisition d'emprises et cession d'excédents. 1939-1945.

		1 chemise
285	Exécution, surveillance et réception des travaux. 1939-1952.	1 chemise
286	Amélioration du chemin n° 7. 1943.	1 pièce
287	Pose d'une conduite étanche en béton armé sous les chemins n° 1, 5, 6 et 7. 1946.	1 chemise
288	Amélioration des chemins n° 5 et 7 (de grande communication n° 284). 1952-1968.	1 liasse
289	Dossier relatif aux réclamations d'habitants concernant l'état du chemin n° 4. 1951.	1 chemise
3. VOIRIE PROVINCIALE		
<i>290 - 293 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DU CHEMIN DE GRANDE COMMUNICATION. 1893, 1913-1919, 1925, 1929.</i>		
290	1893.	1 pièce
291	1913-1919.	1 chemise
292	1925.	1 chemise
293	1929.	1 chemise
4. VOIRIE NATIONALE		
294	Dossier relatif à la création d'une voie rapide à quatre bandes dénommée " Heppignies - Court-St-Étienne ", traversant la commune. 1975-1976.	1 chemise
<i>D. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU NON NAVIGABLES</i>		
295	Dossier d'enquête commodo incommodo relatif à la détermination	

des points auxquels le bassin hydrographique atteint 5.000 hectares. 1954-1969.

1 chemise

296 Dossier relatif à l'établissement obligatoire de clôtures le long des cours d'eau. 1973.

1 chemise

297 Dossier relatif à la collecte et à l'épuration des eaux usées du bassin hydrographique de La Ligne. 1974.

1 chemise

E. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

298 - 301 DOSSIERS RELATIFS À LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES DISTRIBUTIONS D'EAU (SNDE). 1948-1955, 1963-1972.

298 Avant-projet de distribution d'eau. 1948-1955.

1 chemise

299 Dossier relatif au service de captage et de refoulement de Wagnelée et Tilly. 1963-1969.

1 chemise

300 Enquête relative à l'établissement d'une station de pompage. 1970-1971.

1 chemise

301 Enquête relative à l'établissement d'une prise d'eau souterraine sur le territoire des communes de Marbais et Wagnelée. 1972.

1 chemise

2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

302 - 304 DOSSIERS RELATIFS À LA SA CENTRALE ÉLECTRIQUE DE L'ENTRE-SAMBRE-ET-MEUSE À AUVELAIS. 1925-1932, 1970.

302 Cahier des charges et contrat de fourniture. 1925-1931.

1 chemise

303 Travaux de réfection et d'extension du réseau. 1926-1928.

1 chemise

304 Enquête relative à l'installation d'une cabine électrique de transformation. 1928-1932, 1970.

1 chemise

-
- 305 Dossier relatif à l'établissement d'un câble haute tension souterrain à la traversée des voies de chemin de fer de Louvain à Charleroi. 1928-1929, 1948. 1 chemise
- 306 - 308 DOSSIERS RELATIFS À LA SOCIÉTÉ D'ÉLECTRICITÉ DE SAMBRE-ET-MEUSE, DES ARDENNES ET DU LUXEMBOURG (ESMALUX). 1965-1973.*
- 306 Enquête relative à l'installation d'une ligne électrique. 1965. 1 chemise
- 307 Alimentation de la cabine " Chabert ". 1972-1973. 1 chemise
- 308 Installation de la cabine aérienne de transformation " Ferme ". 1972-1973. 1 chemise
- 309 - 310 PLANS DU RÉSEAU BASSE TENSION DE LA COMMUNE. 1931, 1946.*
- 309 1931. 2 pièces
- 310 1946. 1 pièce
- 311 3. ÉCLAIRAGE PUBLIC
Dossier relatif à l'éclairage public. 1960-1974. 1 chemise
- 312 4. TÉLÉPHONE
Dossier relatif à la Régie Régie des Télégraphes et des Téléphones (RTT). 1952-1975. 1 chemise
5. TRANSPORTS EN COMMUN
- 313 - 315 DOSSIERS RELATIFS AUX CHEMINS DE FER. 1912, 1963-1975.*
- 313 Plan de la station de Marbais relatif aux places affectées au stationnement et à la circulation publique. 1912. 1 pièce

-
- 314 Signalisation du passage à niveau n° 83 en gare de Marbais. 1963, 1975. 1 chemise
- 315 Écoulement des eaux de ruissellement du chemin n° 21 dans le fossé latéral du chemin de fer au n° 48070 de la ligne Ottignies - Charleroi-Ouest. 1974-1975. 1 chemise
- F. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
1. PLANS DE SECTEUR
- 316 Lettre du Ministère des Travaux publics au Conseil communal relative à l'avant-projet de plan de secteur des zones résidentielles. 1972. 1 pièce
2. PERMIS DE BÂTIR
- 317 - 324 *DOSSIERS DE PERMIS DE BÂTIR. 1963-1972.*
- 317 Hangar avec silos pour l'entreposage de céréales, rue Philippebourg, de Nestor Sauvage. 1963. 1 chemise
- 318 Bungalow, rue Vénérable, de Léon Buysse. 1968. 1 chemise
- 319 Maternité porcine, rue Philippebourg, de Marcel Darmont. 1969. 1 chemise
- 320 Réservoir d'eau et station de pompage, chaussée Brunehault, de la SNDE. 1970. 1 chemise
- 321 Hall d'entreposage, rue de l'Ange, d'Edmond Debroux. 1971. 1 chemise
- 322 Serre, rue de l'Ange, de Félix Tutenel. 1971. 1 chemise
- 323 Abri d'élevage, annexe et garage, rue Joseph Scohy, de Louis Clarembaux. 1972. 1 chemise
- 324 Entrepôt pour matériel agricole, rue du Pry, de Joseph Gilles. 1972.

		1 chemise
	<i>325 - 327 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATION DE BÂTIR ET DE TRANSFORMER. 1967-1968, 1971.</i>	
325	1967.	1 chemise
326	1968.	1 chemise
327	1971.	1 chemise
	3. PERMIS DE LOTIR	
328	Dossier relatif au projet de lotissement d'une propriété cadastrée section B, partie des n° 201, 203e et 207b, appartenant à Régis Lebon. 1971.	1 chemise

XI. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

- 329 Dossier relatif à l'adoption d'écoles privées par la commune. 1941-1958.
1 chemise

B. ORGANISATION

- 330 Lettres au Collège communal relatives à l'organisation d'un cours d'adultes. 1884.
2 pièces

C. BÂTIMENTS

Consulter le n° 39.

D. ÉQUIPEMENT

- 331 Dossier relatif à l'ameublement des écoles. 1878-1900.
1 chemise

E. PERSONNEL

- 332 Lettres au bourgmestre relatives au traitement de Jean-Baptiste Gaspar, instituteur. 1882-1885.
3 pièces

F. OBLIGATION SCOLAIRE

- 333 Registre d'inscription des enfants admis gratuitement à l'école communale. 1843-1882.
1 liasse

G. AVANTAGES SOCIAUX

- 334 Registres des demandes d'inscription à l'instruction gratuite. 1847-1848.
1 chemise

XII. CULTURE ET DIVERTISSEMENTS

*335 - 336 DOSSIERS RELATIFS AUX OCTROIS DE SUBSIDES
COMMUNAUX. 1968-1973.*

- 335** Section locale des anciens combattants 1940-1945. 1968-1973.
1 chemise
- 336** Comité des fêtes communales. 1973.
2 pièces

- 337** XIII. ÉCONOMIE
Registre des taureaux approuvés. 1962-1964. 1 cahier
- 338** Recensements des emblavures d'hiver et du bétail. 1966-1968. 1 chemise
- 339** *339 - 340 RECENSEMENTS AGRICOLE ET HORTICOLE. 1966-1973.*
1966-1969. 1 chemise
- 340** 1970-1973. 1 chemise

XIV. AFFAIRES SOCIALES

- 341** *A. AIDE SOCIALE À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE*
Dossier relatif à la protection de la jeunesse. 1958-1964.
1 chemise
- 342** *B. AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES*
" Registre d'inscription des titulaires du brevet de majoration de
rente sans enquête sur les ressources ". 1954-1972.
1 cahier
- C. SECOURS DISTRIBUÉS À L'OCCASION DE CALAMITÉS
EXTRAORDINAIRES SURVENUES DANS LA COMMUNE*
- 343** 343 - 344 TABLEAUX DES PERTES ÉPROUVÉES PAR DES HABITANTS
DE LA COMMUNE LORS DE CALAMITÉS. 1826-1827, 1841.
Orage survenu le 1er juillet 1826. 1826-1827.
1 chemise
- 344** Orage survenu le 4 mai 1841. 1841.
1 pièce

XV. TUTELLE SUR LA COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. PERSONNEL

345 Dossier relatif aux nominations des membres effectifs et suppléants. 1959-1977. 1 chemise

346 Dossier relatif au recrutement d'un secrétaire. 1972. 1 chemise

B. PATRIMOINE

347 Dossier relatif à la location d'un bien rural, cadastré section A, n° 294, à Jean Matelart. 1973. 1 chemise

C. FINANCES

348 Budgets annuels. 1973-1977. 5 cahiers

349 Comptes annuels. 1976. 1 cahier

XVI. TUTELLE COMMUNALE SUR LA FABRIQUE D'ÉGLISE DE LA
PAROISSE SAINT-PIERRE

A. PATRIMOINE

- 350** Dossier relatif aux legs institués au profit de la fabrique d'église.
1953-1965. 1 chemise
- 351** Dossier relatif aux cessions de bail. 1959-1966. 1 chemise
- 352** Litige entre la commune et le curé Belinne relatif au loyer réclamé
aux époux Van Hauwaert-Belinne du chef de l'occupation d'une
partie du presbytère. 1971. 1 chemise

B. FINANCES

- 353** 353 - 356 BUDGETS ANNUELS. 1922-1977.
1922-1923, 1928-1929, 1931-1934, 1939-1942. 1 chemise
- 354** 1953-1959. 1 chemise
- 355** 1960-1969. 1 chemise
- 356** 1970-1977. 1 chemise
- 357** 357 - 361 COMPTES ANNUELS. 1917-1976.
1917-1918, 1921, 1923, 1926-1928. 1 chemise
- 358** 1930-1935, 1939-1940. 1 chemise
- 359** 1952-1959. 1 chemise
- 360** 1960-1969. 1 chemise
- 361** 1970-1976. 1 chemise

1 chemise